



Royaume-Uni Le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de Nigel Farage est arrivé en tête avec plus de 27 % des voix. « Les gens ont enfin compris », s'est félicité le dirigeant antieuropéen. CARL COURT/AFP



Danemark Morten Messerschmidt arrive au Parlement danois, à Copenhague, le 25 mai. Sa formation, Le Parti populaire, est arrivé en tête du scrutin avec 26,6 % des suffrages. THOMAS LEKFELDT/AFP

Vague europhobe sur le Vieux Continent

UKIP au Royaume-Uni, Front national en France et Parti populaire au Danemark arrivent en tête dans leur pays

Les principaux bataillons populistes

Score des partis d'extrême droite et des partis europhobes en % des suffrages exprimés

- Plus de 25 %
- De 15 % à 25 %
- De 7 % à 15 %
- Moins de 7 %

* score en % obtenu en additionnant les résultats de deux partis en nombre de sièges

★ Parti d'extrême droite ou parti europhobe arrivé en tête

☺ Parti d'extrême droite susceptible de former un groupe parlementaire avec le FN

SOURCE : PARLEMENT EUROPÉEN ; MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



ne d'extrême droite et récusent – à l'exception de la Suède, qui hésite encore – une alliance avec le Front national. Ils ont depuis longtemps opéré leur recentrage politique qui les pousse à collaborer avec des gouvernements dirigés par des partis traditionnels, comme en Finlande ou au Danemark, dans la législature précédente.

Le Parti populaire danois n'excluait pas, dimanche, de collaborer avec le gouvernement social-démocrate de Helle Thorning-Schmidt. Ils se sentent plus proches du UKIP de Nigel Farage que de Marine Le Pen.

La présidente du Front national a tenté, elle aussi, de normaliser son parti pour le rendre plus présentable. Elle a convaincu un plus grand nombre d'électeurs. Mais la réputation sulfureuse du parti de Jean-Marie Le Pen et ses propos antisémites continuent d'effrayer Nigel Farage et les Scandinaves.

La dernière tribu est jugée infréquentable par les membres du groupe de M. Farage comme par M^{me} Le Pen. Elle regroupe des partis néonazis, comme le Jobbik hongrois ou Aube dorée en Grèce, qui enverront respectivement trois et deux députés au Parlement européen.

Un thème, en revanche, les rassemble : la détestation de l'immigration. Leur cible première est la présence d'étrangers extra-européens. Geert Wilders a été jusqu'à promettre à ses partisans de « s'occuper » des « Marocains » présents aux Pays-Bas. La Ligue du Nord italienne, le FPÖ autrichien, le Parti populaire danois, les Vrais Finlandais, le Front national, sans même parler du Jobbik et d'Aube dorée se renvoient comme un écho cette obsession partagée.

Seul le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo semble pour l'heure épargné, même si son chef de file a semblé être tenté de suivre cette pente. « Combien d'immigrés pouvons-nous accueillir si un Italien sur huit n'a pas les moyens de manger ? », avait-il lancé aux sénateurs de son parti qui voulaient supprimer le délit « d'immigration clandestine » créé par un ancien ministre de la Ligue du Nord. Mais pour tous les autres partis europhobes, l'hostilité à l'islam est devenue le visage le plus visible de leur xénophobie.

La nouveauté de la campagne qui s'est achevée dimanche, c'est l'hostilité affichée envers l'immigration intra-européenne en provenance de nouveaux États membres, comme les Bulgares et les Roumains. Le UKIP s'en est fait une spécialité. « Vingt-six millions de personnes en Europe cherchent du travail. Et quels emplois veulent-ils prendre ? », interrogeaient ses affi-

ches de campagne. Mais il n'est pas le seul à remettre en cause, d'une manière ou d'une autre, la liberté de circulation dans le grand marché européen, l'un des principaux acquis de la construction européenne. Avec d'autres, le Parti populaire danois a insisté, dans sa campagne, sur les avantages sociaux accordés aux citoyens de l'UE.

La vague europhobe enregistrée dimanche 25 mai n'épouse pas les contours de l'Europe de la crise

En période de vaches maigres, la tentation du repli sur soi et du rejet de l'étranger est bien présente. Pourtant, la vague europhobe enregistrée le 25 mai n'épouse pas les contours de l'Europe de la crise. Elle frappe aussi bien des pays à l'économie compétitive et dynamique, comme le Danemark et l'Autriche, ou en pleine récupéra-

tion, comme le Royaume-Uni, que des États frappés de langueur et en mal de réformes, comme la France, ou éprouvés par la récession, comme la Grèce.

Inversement, des pays malmenés par les politiques budgétaires restrictives sont indemnes de tout populisme. C'est le cas de l'Irlande, sortie il y a peu du plan d'aide, ou du Portugal. C'est aussi vrai de l'Espagne. Là aussi, les partis traditionnellement dominants sont en recul : le conservateur Parti populaire et le Parti socialiste ont attiré moins d'un électeur sur deux quand, il y a cinq ans, ils en avaient réuni huit sur dix. Mais la nouveauté n'est pas venue d'un réflexe anti-européen ou anti-immigrés. Elle est venue des nationalismes régionaux, exaspérés par la question du statut de la Catalogne, de la gauche de la gauche et de la mouvance issue du mouvement des « indignés ».

La recomposition politique n'est pas, fatalement, partout le fait de l'extrême droite. ■

CÉCILE CHAMBRAUD ET ALAIN SALLES

Paris-Londres-Copenhague. Tel est le trio gagnant de la droite extrême après les élections européennes du 25 mai. Le Front national, le UKIP et le Parti populaire danois (Dansk Folkeparti ; DF) arrivent en tête dans chacun de leur pays, provoquant un véritable séisme. Marine Le Pen dynamite le paysage politique français, tout comme Nigel Farage, le chef du UKIP, qui écrase les conservateurs et devance les travaillistes. Au Danemark, DF a cinq points d'avance sur les sociaux-démocrates au pouvoir. Ils sont l'image la plus visible de cette vague europhobe qui part à l'assaut du Parlement européen pour le détruire de l'intérieur.

Quand ils ne sont pas premiers, les partis europhobes obtiennent des scores importants en Autriche, en Hongrie, en Suède et en Grèce. En Italie, Beppe Grillo (21%) est

largement distancé par la liste du président du conseil de centre gauche, Matteo Renzi (41%), qui a trempé sa légitimité démocratique dans ce scrutin. Mais l'ancien comique devrait envoyer une petite vingtaine de députés au Parlement européen.

Les partis europhobes représenteront plus de 140 députés, soit près d'un cinquième du Parlement

L'extrême droite a cependant connu quelques déceptions électorales qui empêchent la vague brune de se transformer en tsunami. Aux Pays-Bas, l'allié privilégié de Marine Le Pen, le Parti pour la liber-

té de Geert Wilders, est en recul par rapport à 2009. De même à Helsinki, les Vrais Finlandais ne se classent qu'en troisième position, alors que certains sondages les plaçaient en tête. Enfin, à Bratislava, le Parti national slovaque n'a pas réussi à faire élire le moindre eurodéputé, ce qui posera un problème à Marine Le Pen pour constituer son groupe d'extrême droite.

Ces partis europhobes représenteront plus de 140 députés, près d'un cinquième du Parlement. Mais ils auront bien du mal à s'entendre à Strasbourg et à Bruxelles. Ils représentent des tribus qui se méfient les unes des autres.

A l'exception de Beppe Grillo, qui est inclassable, ils se rattachent tous à des traditions d'extrême droite, même s'ils veulent parfois les faire oublier.

Les partis populistes scandinaves essaient de gommer leur origi-

Succès contrastés pour les partis indépendantistes

Dans les trois régions européennes travaillées par des tentations indépendantistes, les électeurs ont profité du scrutin européen pour s'exprimer. Dans la Flandre belge, où le scrutin était couplé aux régionales et aux législatives, l'Alliance néo-flamande (NVA), le parti séparatiste de Bart De Wever, triomphe. Il est en tête dans la quasi-totalité des cantons flamands. Il aurait séduit de 30 % à 33 % des élec-

teurs, ce qui marque une nouvelle forte progression. En Catalogne, où le gouvernement local veut organiser un référendum d'autodétermination le 9 novembre, le parti indépendantiste de gauche Esquerra republicana de Catalunya (ERC) est arrivé en tête. Avec 23,67 % des voix, il a même devancé la coalition nationaliste CiU du président du gouvernement régional Artur Mas (21,86 %). Plus radical, ERC ne

manquera pas de compliquer le processus très délicat enclenché par M. Mas, dans la mesure où le gouvernement central espagnol ne veut pas entendre parler d'un référendum. En Écosse, enfin, où un référendum sur l'indépendance aura lieu le 18 septembre, le Parti national écossais a obtenu 28,9 % des voix, en dessous de ses attentes et des 37 % que lui prédisaient les sondages.

www.topper.fr

Grand Litier

NOTES 0101 2106 COMMENCE II

Destockage

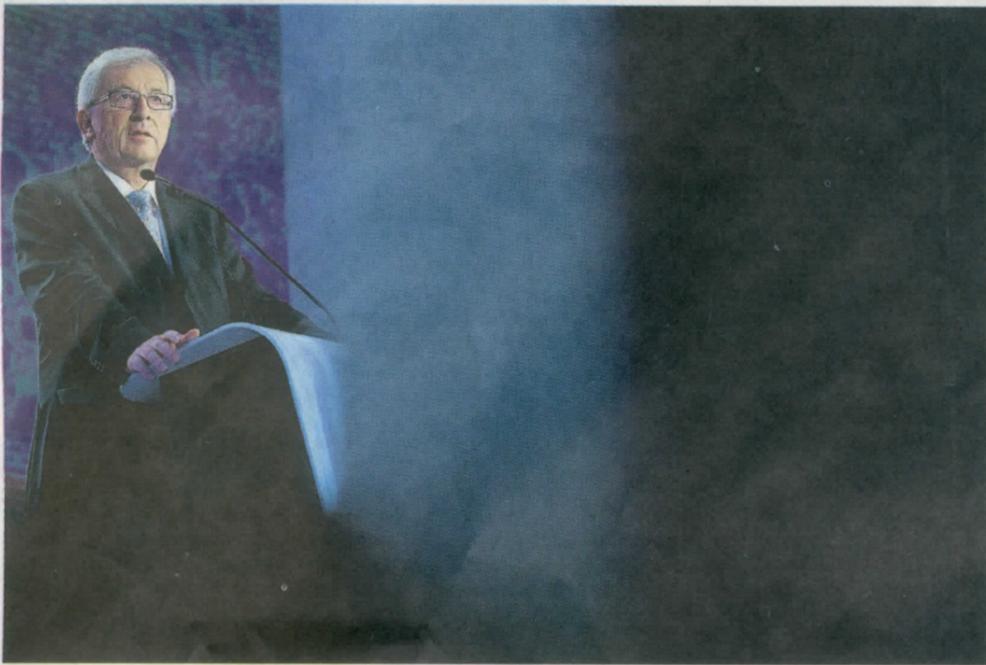
avant changement de collection

ESPACE GRAND LITIER SUR 500M² (PARIS 15^e)
66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10, ouvert 7j/7
M^o Boucicaut, P. gratuit

ESPACE TOPPER TEMPUR (PARIS 12^e)
60 cours de Vincennes, 01 43 41 80 93, M^o Nation

Espace Topper

A Paris depuis 1926



Luxembourg Jean-Claude Juncker, tête de liste pour le Parti populaire européen, revendique « une certaine légitimité » pour le poste de président de la Commission européenne. JOHN THYS/AFP



Pays-Bas Avec 12,9 % des voix, le Parti pour la liberté de Geert Wilders (PVV) est en-deçà des pronostics. HOLLANDESE HOOGTE/CORBIS

Le populisme affaiblit le Parlement face aux gouvernements

Pour la présidence de la Commission, les groupes pro-européens pourraient avoir du mal à imposer leurs candidats aux chefs des exécutifs

Bruxelles
Bureau européen

Un Parlement européen plus fragmenté et sous pression d'une forte minorité eurosceptique. Les principales familles politiques européennes, celles autour desquelles se bâtissent les majorités, sortent affaiblies des élections du 25 mai.

D'après des estimations encore provisoires, le Parti populaire européen, principal groupe de droite, arrive en tête avec 212 élus, mais il perd plus de soixante sièges par rapport au scrutin de 2009. Le Parti socialiste européen, principal groupe de gauche, ne parvient pas à bénéficier de ce recul et fait un peu moins bien qu'il y a cinq ans, avec 186 sièges, contre 196. Le groupe des libéraux-démocrates pointe en troisième position, avec 70 élus, pour 83 dans l'hémicycle sortant. Quant aux écologistes, ils parviennent à ce stade à maintenir leur quatrième place (55 élus).

A elles quatre, les forces pro-européennes représentent désormais 523 élus, contre 609 dans le Parlement sortant. Elles vont devoir faire de la place aux forma-

tions plus critiques à l'égard du projet européen, voire carrément europhobes. A gauche, la gauche radicale, emmenée par le Grec Alexis Tsipras obtient 43 élus, contre 35 dans le Parlement sortant. Mais c'est surtout la droite eurosceptique qui sort renforcée, en dépit des divisions qui la traversent. A ce stade des décomptes, le groupe de souverainistes où siègent les conservateurs britanniques obtient 44 élus, contre 36 aux anti-européens de l'EFD, créé autour des élus du UKIP de Nigel Farage. Après sa victoire en France, le Front national n'est pas assuré de pouvoir former un groupe parlementaire d'extrême droite, mais il va tout faire pour y parvenir.

La pêche au ralliement devrait être des plus animées dans les prochains jours. Outre une quarantaine de non-inscrits, dont les élus du Front national avant la constitution d'un éventuel groupe, près de 70 élus étiquetés « divers » sont susceptibles de venir renforcer l'une ou l'autre famille de l'hémicycle. Certains, comme la vingtaine d'élus eurosceptiques de Beppe Grillo, en Italie, seront très courtisés. « La composition et la taille des groupes ne seront pas forcément

connues avant une semaine », prévient Hannes Swoboda, le président sortant du groupe socialiste.

Il n'empêche, les principales familles politiques européennes vont désormais tenter de peser sur le choix du président de la Commission européenne. PPE, PSE et libéraux ont confirmé qu'ils comptaient discuter en ce sens dès lundi 26 mai. Ensemble, ils disposent sur le papier d'une majorité

La pêche au ralliement devrait être des plus animées dans les prochains jours

de 468 sièges, soit largement la majorité absolue requise (376 voix) pour élire le successeur de José Manuel Barroso. Cependant leur stratégie reste confuse, car les trois chefs de file en lice, Jean-Claude Juncker pour le PPE, Martin Schulz pour les socialistes et Guy Verhofstadt entendent chacun jouer un rôle central dans la course aux postes.

Le premier s'est dit prêt à « accepter le mandat de président de la Commission ». « J'ai une certaine légitimité pour pouvoir prétendre que le PPE fasse de sa tête de liste son candidat » pour ce poste, a affirmé Jean-Claude Juncker, vétéran de la construction européenne, lors d'une rapide intervention au Parlement. « Légitimité » que Martin Schulz s'est bien gardé de reconnaître : le candidat socialiste a lui aussi promis de chercher une majorité sur son projet et pose ses conditions — lutte contre le chômage des jeunes et l'évasion fiscale — avant toute alliance. Dimanche, il a mis en garde contre toute conclusion précipitée sur la base d'estimations provisoires dont il « doute ». Mais le social-démocrate allemand ne devrait pas être en mesure de constituer une majorité alternative à gauche.

Guy Verhofstadt, de son côté, devrait être en position de pivot entre la droite et la gauche dans la perspective d'une « grande coalition » PPE/socialistes/libéraux. Pour lui, comme pour l'ensemble des forces pro-européennes, le successeur de José Manuel Barroso doit être choisi parmi les chefs de file qui ont piloté la campagne au

niveau européen. Un point de vue que contestent déjà les eurosceptiques.

Les performances des uns et des autres laissent cependant les coudees franches aux chefs d'Etat et de gouvernement. Ces derniers doivent se retrouver mardi dans la soirée, à Bruxelles, afin de mandater Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, pour entamer les tractations avec les eurodéputés. A moins d'une surprise, aucune décision ne devrait être prise mardi car le Conseil européen aborde la discussion en rang dispersé lui aussi.

Si certains chefs d'Etat et de gouvernement pourraient, à l'instar de François Hollande, se contenter de Jean-Claude Juncker, ou de Martin Schulz, d'autres, comme le Britannique David Cameron, ne sont favorables ni à l'un ni à l'autre. Angela Merkel, après avoir soutenu l'ancien premier ministre luxembourgeois pour mener la campagne des chrétiens-démocrates, attend avant de se prononcer. « Elle n'a pas renoncé à choisir en dehors des chefs de file en lice », croit savoir un responsable européen.

Quel que soit le postulant, la dif-

ficulté est maintenant de rassembler une majorité absolue de 376 voix au Parlement européen, ainsi qu'une majorité qualifiée au sein du Conseil européen. « Au fond, personne n'a envie de se faire imposer le futur patron de la Commission par le Parlement européen », dit un proche d'Herman Van Rompuy, pour résumer l'état d'esprit du Conseil. Toutefois, selon ce responsable, si un candidat parvient à rassembler 376 voix parmi les eurodéputés, ce sera « un fait politique qu'il sera difficile d'ignorer ».

« Après cette campagne inédite, il ne va pas être possible pour le Conseil européen de considérer les élections comme un fait divers qui a amusé les partis », veut croire une autre source européenne. Dans l'idéal, le successeur de M. Barroso serait désigné fin juin par le Conseil, puis élu en juillet par le nouvel hémicycle. A moins que le bras de fer annoncé entre chefs d'Etat et eurodéputés ne retarde les échéances. Angela Merkel devait rejoindre François Hollande dans la journée de lundi pour tenter de trouver une issue la plus rapide possible. ■

PHILIPPE RICARD

Bataille en coulisse pour un groupe d'extrême droite

Bruxelles
Bureau européen

Elle n'a jamais été aussi forte en France mais n'est pas sûre de pouvoir constituer un groupe au Parlement européen. Avec 24 élus sur les 25 nécessaires, Marine Le Pen dispose désormais de troupes qui lui permettent, presque à elle seule, de fonder une fraction d'extrême droite. Mais elle n'est pas tout à fait certaine de rassembler des alliés dans sept pays différents, comme l'exigent les règles du Parlement européen.

Parmi ses alliés potentiels, le Parti national slovaque n'est plus en mesure de siéger dans l'hémicycle. Par ailleurs, les démocrates suédois font bel et bien leur entrée dans le Parlement européen, avec 7 % des voix, mais ils hésitent à rejoindre l'alliance que tente de forger Marine Le Pen. Quant au Vlaams Belang, en Belgique, il est passé tout près de l'élimination, mais disposerait finalement d'un siège, selon les estimations provisoires.

Les autres alliés du Front national ont confirmé plus facilement

leur présence dans l'hémicycle, même si leur succès est loin de l'ampleur de la victoire du FN en France. Le FPÖ autrichien, en progrès derrière les conservateurs et sociaux-démocrates associés au gouvernement, et le Parti pour la liberté de Geert Wilders, en deçà des pronostics des sondages néerlandais, sont au rendez-vous, tout comme les élus de la Ligue du Nord italienne.

Eviter l'éclatement

Les prochains jours devraient être déterminants pour les projets européens de Marine Le Pen. La chef du Front national est à la lutte avec deux Britanniques soucieux de préserver leurs propres groupes : Nigel Farage, le chef du parti anti-européen UKIP, mais aussi, plus indirectement, le premier ministre David Cameron. Arrivé en tête au Royaume-Uni, le premier a fort à faire pour éviter l'éclatement de sa formation (EFD, Europe de la liberté et de la démocratie). Il devrait être délaissé par la Ligue du Nord, courtisée par le Front national. Mais il va chercher à attirer une partie des élus eurosceptiques de Beppe Grillo, arrivé en deuxième position en Italie. Le patron du UKIP cherche depuis des mois à se différencier du Front national, dont il a mis en cause en début de campagne « l'antisémitisme ». Mais de nombreux experts

ne voient pas comment il pourrait maintenir son groupe si le FN parvenait à former le sien. Et réciproquement.

La concurrence entre les forces eurosceptiques est d'autant plus vive que David Cameron entend de son côté éviter la marginalisation des élus tories, associés aux eurosceptiques polonais et tchèques au sein de la formation CRE (Conservateurs et réformistes européens). Celle-ci pourrait bénéficier du renfort des élus anti-euro de l'AFD et du soutien de l'Alliance néoflamande de la NVA, en Belgique. Au détriment de Nigel Farage, elle devrait aussi attirer les Vrais Finlandais et le Parti du peuple danois, arrivé en tête.

Ces deux formations ont décliné les avances de M^{me} Le Pen. Celle-ci pourrait en revanche jeter son dévolu sur une des surprises du scrutin : le Congrès de la nouvelle droite, formation europhobe qui a obtenu plus de 7 % en Pologne. Pour former son groupe, la chef du FN exclut en revanche de s'associer à l'extrême droite grecque d'Aube dorée ainsi qu'au Jobbik hongrois. Ouverte discrètement depuis des semaines, la pêche aux ralliements devrait se prolonger après les élections. En principe, les groupes doivent être formés avant le 24 juin s'ils veulent obtenir des postes d'influence. ■

PH. R.

Les Européens face au choc Marine Le Pen

LE « CHOC », LE « SÉISME »... La victoire de Marine Le Pen en France faisait la « une » des médias internationaux, notamment en Autriche et au Royaume-Uni, où la chef du parti d'extrême droite partage l'affiche avec Nigel Farage, le chef de file du UKIP, le parti europhobe qui a remporté les élections outre-Manche. « Le FN mène un tremblement de terre populiste aux élections européennes », titre le *Financial Times*.

A Londres, William Hague, le ministre des affaires étrangères, s'est dit « inquiet ». Interrogé par la BBC pour savoir s'il s'agissait de la « montée d'un parti raciste », il a répondu sans ambiguïté : « Oui ». Ajoutant, « en France, la désillusion envers la politique et l'UE est sérieuse ».

« Plus jamais comme avant »

En Pologne, le premier ministre, Donald Tusk, s'est ému. « Cette journée sera gravée dans l'histoire. L'Europe change sous nos yeux. »

En Suède, la première réaction fut entendue au siège des Démocrates de Suède, le parti d'extrême droite, qui a applaudi chaudement les résultats du FN. Interrogé plus tard, Jimmie Akesson, le président du parti, a pourtant habilement esquivé le sujet de

M^{me} Le Pen. « Il est intéressant de voir comment le UKIP et le Parti populaire danois [DF] progressent. Cela indique bien qu'il y a un contre-mouvement en Europe qui grandit », a-t-il dit. Il a expliqué qu'il se sentait plus proche du DF, un parti d'extrême droite qui ne veut pas coopérer avec le FN.

Or, depuis Copenhague, ce dernier a encore pris ses distances avec le parti de Marine Le Pen après sa victoire. La tête de liste européenne du Parti populaire danois, Morten Messerschmidt, a dit regretter que « des partis comme le Front national et Aube dorée gagnent du terrain ».

En Italie, le président de la Ligue du Nord, Matteo Salvini, qui a signé un accord avec Marine Le Pen, explique que « rien ne sera plus jamais comme avant en Europe ». Pour Ilvo Diamanti, professeur de sciences politiques à l'université d'Urbino (Marches), le score du FN est le signe de « la crise de la démocratie » qui attaque la France après avoir attaqué l'Italie.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a, lui, appelé, lundi 26 mai, les forces européennes à se « rassembler », face à la poussée des europhobes et de l'extrême droite. ■

DE NOS CORRESPONDANTS

ADR Prod

REMERCIÉ

L'ORÉAL PARIS /// BARON PH. DE ROTHSCHILD FD
NESPRESSO /// APM MONACO /// MIRAVAL
BMW /// PRO ECUADOR

Festival de Cannes 2014

« Le renard UKIP est dans le poulailler » du Parlement

Arrivé en tête du scrutin, Nigel Farage s'engage à « débarrasser » le Royaume-Uni de l'Union européenne

Southampton
Envoyée spéciale

Il a le triomphe modeste : cela fait partie du personnage qu'il s'est savamment construit. « Well, I'm delighted » (« Je suis ravi »), a dit Nigel Farage d'un air impassible en contemplant les résultats des élections européennes, dimanche 25 mai, alors même qu'il venait de susciter le « tremblement de terre politique » qu'il avait lui-même désiré et prédit.

Le chef du petit parti United Kingdom Independence Party (UKIP), député à Bruxelles depuis 1999, n'a jamais été élu à la Chambre des communes et fédère 35 000 membres autour de lui. Il vient de réussir l'exploit de sa vie : faire du UKIP le premier parti britannique au Parlement européen. Avec 29 % des voix, il dame le pion aux trois partis de l'establishment : Conservateurs (24 %), Labour (24 %) et LibDems (Libéraux-démocrates, 8 %). Il est aujourd'hui, de fait, avec la présidente du Front national, Marine

Le Pen, un porte-voix puissant dans ce nouveau Parlement de Strasbourg, l'instigateur en chef de la vague populiste et europhobe qui laisse l'Europe KO debout.

Cette soirée du 25 mai, Nigel Farage l'a passée sans façons : à l'hôtel de ville de Southampton, parmi les candidats des différents partis dans cette région du Sud-Est de la Grande-Bretagne qui l'élit pour la quatrième fois consécutive au Parlement européen.

Victorieux, il n'a rien changé son image de gentleman populiste : un buste très droit en toutes circonstances et une courtoisie appuyée que viennent interrompre de gros rires bruyants, si possible la pinte de bière à la main. Il a contemplé avec magnanimité le succès de ses efforts : l'énumération répétée des trois fléaux qui selon lui assaillent le peuple britannique – l'immigration, l'Union européenne et les partis gouvernementaux, aussi ineptes que l'est « l'UMPS » pour M^{me} Le Pen.

Il était aussi assez content de sa trouvaille, formulée juste avant

l'élection : « Le renard UKIP est dans le poulailler de Westminster. » Le renard, c'est lui. Le poulailler, ce sont les députés de la coalition gouvernementale conservatrice et LibDem comme de l'opposition Labour. Nigel Farage est doublement en position de force : avant les élections européennes, il a remporté un succès relatif aux élections locales qui ont eu lieu au Royaume-Uni jeudi 22 mai : 150 sièges de conseillers pour le UKIP qui n'en avait que 2. « Ce sont deux avertissements », menace-t-il.

Le leader du UKIP laisse planer le suspense sur sa propre candidature à la Chambre des communes, aux élections législatives de mai 2015. Personne n'est dupe : le UKIP n'obtiendra pas des scores semblables lors d'un scrutin général, considéré comme plus vital pour les électeurs et où la question européenne redeviendra marginale. Mais il compte en revanche utiliser cette double victoire comme un moyen de pression sur David Cameron, Ed Miliband et Nick Clegg, les leaders conservateurs,

travailleurs et LibDems. « Je leur donne ce conseil d'ami, dit-il. Il vaut mieux qu'ils changent de politique, sinon les élections générales seront un désastre pour eux. »

Changer de politique, pour Nigel Farage, cela se réduit à organiser un référendum sur l'indépendance du Royaume-Uni. « La victoire

« Schulz ! Je veux Schulz, bien sûr ! Il est désagréable, agressif, déplaisant... Il nous faut le pire ! »

Nigel Farage
chef du UKIP

re aujourd'hui des partis eurosceptiques européens, de droite et de gauche, prouve que ce processus est inévitable. La bulle européenne a déjà explosé. Il est plus que temps : je veux me débarrasser de l'Union européenne. Je ne veux plus de commission, plus de Cour de justice, plus de parlement, plus

de députés, rien. C'est bien clair ? Et vous verrez, je parie cher que le Labour aussi promettra un référendum sur la sortie de l'Europe ! »

Pour ce qui est du futur président de la Commission européenne, Nigel Farage a fait son choix : il votera pour l'Allemand Martin Schulz, du groupe socialiste, actuel président du Parlement de Bruxelles. Il l'affirme avec tout le sérieux dont il est capable : « Schulz ! Je veux Schulz, bien sûr ! Il est désagréable, agressif, déplaisant... Il nous faut le pire, c'est pour le mieux ! Schulz sera bon pour en finir avec l'Europe. »

Nigel Farage et Marine Le Pen, ont un point commun : les deux grands vainqueurs du 25 mai ont réussi l'exploit de mobiliser des populations désespérées et de leur trouver, dans un contexte européen en plein marasme, un bouc émissaire idéal, l'establishment, les élites nationales ou bruxelloises, la zone euro et une Union européenne qui seraient la cause de l'immigration et du chômage. Ils ont pourtant de gros points de divergence :

Nigel Farage, disciple de Margaret Thatcher, est notamment un ultralibéral affirmé. Il tient par ailleurs à ménager son image de « parti eurosceptique décent », seul garant de son pouvoir d'influence dans la politique britannique. Pour cela, il s'obstine à tenir tête à Marine Le Pen et répète son refus de siéger avec le Front national dans un même groupe parlementaire. « Nous serons présents au Parlement, nous voterons contre toutes les directives et il n'y aura pas d'alliance avec un parti qui traîne un lourd bagage de racisme et d'antisémitisme », clame-t-il.

Sur les dix députés européens représentant la région du Sud-Est de la Grande-Bretagne, Nigel Farage a été réélu numéro un. Il fut bref pour une fois, il n'y avait pas de foule à convaincre dimanche soir, juste les candidats, la presse et quelques coéquipiers. En vieux routier des tribunes, il a regardé droit dans les caméras et averti : « Vous n'avez pas fini d'entendre parler de nous. » ■

MARION VAN RENTERGHEM

Une victoire historique pour les antieuropéens

Londres
Correspondance

Le tremblement de terre que promettait Nigel Farage a eu lieu. Le dirigeant du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a réussi son pari de terminer en tête des élections européennes au Royaume-Uni avec plus de 27 % des voix. C'est la première fois depuis 1910 qu'un scrutin n'est remporté ni par les travaillistes ni par les conservateurs. « C'est un résultat extraordinaire », s'est félicité M. Farage. Avant d'ajouter qu'il s'étonne que ce ne soit pas arrivé plus tôt : « Les gens ont enfin compris. Nous avons perdu le contrôle de notre pays, et de nos frontières. »

Presque tout le pays a été emporté par une vague violette, la couleur du UKIP. Seule l'Écosse fait de la résistance : le parti anti-européen n'y récolte que 10 % des voix. Londres reste également réticente. Mais, partout ailleurs, le UKIP s'est largement imposé.

Les travaillistes arrachent de justesse la deuxième place, juste devant les conservateurs. Les libéraux-démocrates, les plus pro-européens, essuient une défaite catastrophique, terminant à la cinquième place, derrière les Verts.

M. Farage, cofondateur du UKIP en 1993, réussit ainsi un tour de force politique. Il y a quelques années seulement, David Cameron balayait du revers de la main ce parti, qu'il disait composé de « cinglés, barjots et racistes qui n'osent pas dire leur nom ». Aujourd'hui, le voilà au centre du jeu politique.

Le UKIP a réussi à s'imposer en élargissant consciemment son discours politique : au rejet de l'UE, qui est sa raison d'être, il a ajouté une opposition à l'immigration qui lui a valu des accusations répétées de racisme – une charge qui a, semble-t-il, été contre-productive. De plus, son dirigeant, M. Farage, manie un humour décapant, et travaille une attitude anti-élites, qui tranche avec les discours aseptisés de ses opposants.

Même si le résultat était attendu, la secousse aura des effets sensibles dans tout le paysage politique britannique, à deux niveaux. D'abord, d'un point de vue européen, cette victoire ne peut que faire avancer un peu plus le Royaume-Uni vers une sortie de l'UE. « Tous les partis vont être poussés à être plus eurosceptiques », estime Peter Kellner, président de l'institut de sondage YouGov. Du côté des conservateurs,

David Cameron a promis un référendum sur le maintien dans l'Union d'ici à 2017. Mais, dans un premier temps, il veut rapatrier de Bruxelles un certain nombre de pouvoirs. « Il va devoir être beaucoup plus dur dans ses négociations », estime M. Farage.

Les travaillistes aussi vont être sous pression. Ils ont jusqu'à présent exclu un référendum, sauf en cas de nouveau traité européen. « Ils vont devoir revoir leur position », veut croire M. Farage.

Rien n'assure que cela sera le cas, mais tous les sondages indiquent que les Britanniques souhaiteraient un référendum. Alors que le Labour est à la peine à un an des législatives, son chef, Ed Miliband, pourrait s'y résoudre, afin d'arracher des voix supplémentaires.

Ententes locales

À un deuxième niveau, les répercussions de la victoire du UKIP seront importantes pour la politique intérieure. Le parti anti-européen n'a aucun espoir de devenir dominant à la Chambre des communes, le mode de scrutin majoritaire à un tour rendant difficile une véritable percée.

Mais M. Farage se prend désormais à rêver tout haut de remporter une poignée de députés aux législatives, suffisamment pour se retrouver en position de faiseur de roi. « Tout est possible », lance-t-il. Son parti pourrait d'ailleurs remporter un premier siège le 5 juin, lors d'une législative partielle à Newark, dans le nord de l'Angleterre : le UKIP y a décroché la première place lors du scrutin européen.

Même si le parti europhobe ne gagne aucun siège au Parlement, il peut jouer un rôle décisif en prenant des voix aux autres partis. À ce jeu-là, ce sont les conservateurs qui ont le plus à perdre. M. Cameron craint qu'une déperdition de voix, même minime, vers le UKIP n'entraîne sa réélection, offrant la victoire aux travaillistes.

Inquiets, plusieurs conservateurs ont appelé à un pacte avec le UKIP. Si un accord national semble exclu, il n'est pas impossible que des ententes locales puissent être nouées, malgré l'opposition de M. Cameron.

Les partis politiques traditionnels espèrent sans doute que le phénomène ne soit que passager. En 2004 et en 2009, lors des deux précédents scrutins européens, le UKIP avait obtenu 16 % des voix, avant de retomber dans l'oubli. Mais, cette fois, tourner la page sera beaucoup plus difficile. ■

ERIC ALBERT

RÉGION HAUTE-NORMANDIE

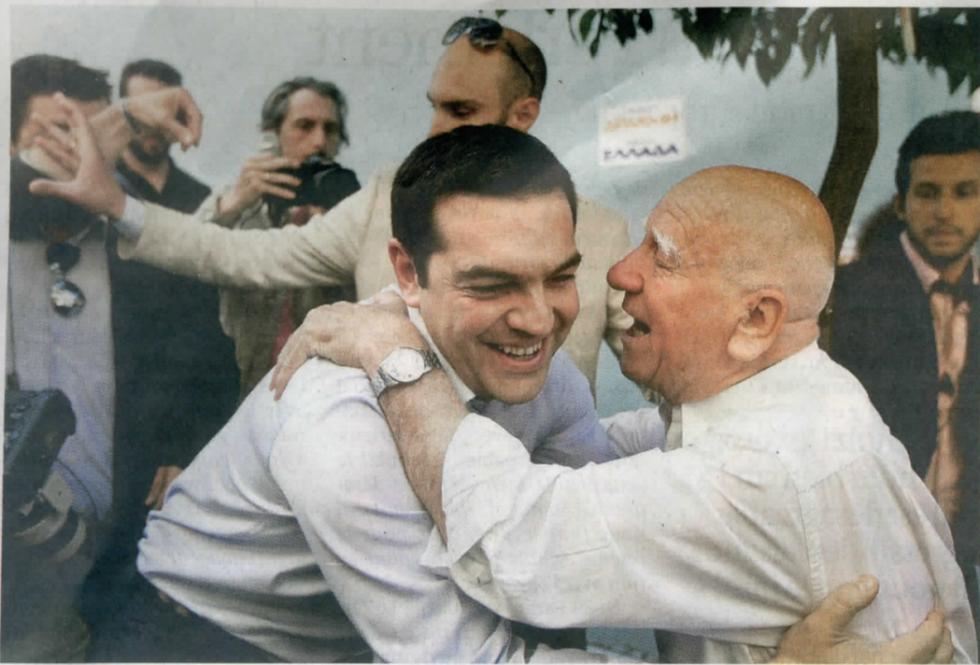
La Haute-Normandie, 1^{ère} Région de France pour l'éolien en mer

- 2 parcs éoliens offshore de 500 MW au Tréport et à Fécamp
- 1 parc industriel, 2 nouvelles usines
- 4 ports de base, d'installation et de maintenance au Havre, à Dieppe, Fécamp, Le Tréport
- 1 centre international de recherche et développement à Rouen
- 1 réseau unique en France de formation dans les lycées & CFA
- Des centaines de PME sous-traitantes
- 1 base idéale pour l'export
- 1 nouvelle filiale industrielle d'excellence
- Des milliers d'emplois en perspective

REGION HAUTE-NORMANDIE

Une Région, des énergies !
www.hautenormandie.fr

arcange@groupem.com - 06 71 20 036 0007 / 06 71 20 036 0008



Grèce Alexis Tsipras, le président de Syriza (gauche radicale), vainqueur du scrutin (26,46 %), à Athènes, devant le parti conservateur Nouvelle Démocratie (23,17 %). ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS



Italie Le cofondateur du Mouvement 5 étoiles, Beppe Grillo (au centre), dimanche 25 mai, près de Gênes. Son parti a subi une défaite face au Parti démocrate en ne recueillant que 21 % des voix. MARCO BERTORELLO/AFP

Le message anti-austérité des Grecs à l'Europe

La gauche radicale, menée par Alexis Tsipras, devient la première force politique du pays

Athènes
Correspondance

Ce n'est pas la foule des grands jours mais quelques centaines de militants ont tout de même fait l'effort de venir, tard dans la nuit de dimanche 25 mai, applaudir Alexis Tsipras devant le quartier général de campagne du parti de la gauche radicale Syriza, sur l'une des places principales d'Athènes. Le Syriza vient d'emporter les élections européennes, avec 26,46 % des voix, et devient ainsi la première force politique du pays. « Une grande première et une victoire pour toute la gauche européenne ! », se félicite, des paillettes dans les yeux, Areti, une sympathisante de 26 ans.

Sur la scène, le président de Syriza, Alexis Tsipras, écoute très souriant Réna Dourou, l'heureuse candidate du parti, élue sur le fil avec 50,41 % des voix à la tête de la région de l'Attique, qui concentre à elle seule 30 % des électeurs grecs. Car les Grecs votaient aussi ce dimanche pour désigner leurs maires et leurs préfets de région. Si l'Attique a basculé dans le giron de Syriza, la majorité des treize régions grecques reste cependant aux mains des conservateurs.

« Le vrai symbole de la sanction du gouvernement de coalition, c'est la victoire de Réna Dourou en Attique, car l'Attique est la région qui a le plus souffert de la crise, et elle vient de choisir Syriza. On a un pays à deux vitesses avec des régions assez conservatrices et un centre autour d'Athènes plutôt contestataire », explique le politologue Elias Nikolakopoulou. Et c'est là tout le paradoxe de cette journée d'élections.

D'un côté, les Grecs ont adressé

à l'Europe le message clair qu'ils ne voulaient plus de l'austérité en portant Syriza à la première place, mais ils se sont montrés moins aventureux dans les scrutins locaux en votant pour des candidats issus de la coalition gouvernementale. Cela prouve que de nombreux Grecs restent sensibles au discours de stabilité politique développé par le parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND), qui a réussi à gagner 23,17 % des suffrages.

« C'est une défaite, mais pas si brutale. Aux législatives de 2012, ND avait remporté 29 % des suffrages », souligne M. Nikolakopoulou.

L'ancrage d'Aube dorée

D'autant que si les socialistes du Pasok sont en recul net par rapport aux européennes de 2009, avec 8,1 % sous les couleurs de L'Olivier (Elia), ils résistent mieux que prévu. L'Olivier devance notamment le nouveau parti To Potami (« la rivière »), créé par le journaliste vedette Stavros Theodorakis, qui n'obtient que 6,6 %.

Al'annonce des résultats dimanche soir, Alexis Tsipras a réclamé des élections législatives « aussi rapidement que possible ». Mais avec trois petits points d'écart seulement, les conservateurs de la Nouvelle Démocratie ont exclu toute idée de scrutin anticipé.

L'autre enseignement de ce scrutin, c'est la montée en puissance des néonazis d'Aube dorée qui, en obtenant 9,3 % des suffrages, deviennent la troisième force du pays. « Ils se sont ancrés dans le paysage grec malgré leurs déboires judiciaires. Au premier tour des élections locales, le 18 mai, ils avaient fait un bon score, autour de 11 % », rappelle M. Nikolakopoulou. ■

ADÉA GUILLOT

En Italie, la surprise Matteo Renzi

Le Parti démocrate du président du conseil distance le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo

Rome
Correspondant

Les Italiens ont une expression très imagée pour traduire les efforts de ceux qui, après avoir prédit les catastrophes, tentent de rétablir la situation quand les événements leur donnent tort : « S'accrocher aux miroirs ». Et ils étaient nombreux ceux qui, dimanche 25 mai, après la fermeture des bureaux de vote à 23 heures, ont voulu « s'accrocher aux miroirs ». Tous ceux qui, à la lecture des derniers sondages, avant qu'ils ne soient interdits de publication le 9 mai, avaient pronostiqué la défaite du président du conseil et secrétaire du Parti démocrate (PD, centre gauche), Matteo Renzi, devant le héraut de la lutte contre l'euro, Beppe Grillo.

La victoire du centre gauche (41 %) est d'abord celle du nouveau premier ministre. Désigné le 22 février après avoir « mis à la casse » les vieilles gloires du parti et « poignardé » son prédécesseur, Enrico Letta, le jeune (39 ans) Matteo Renzi n'avait à son crédit que sa victoire à la mairie de Florence en 2009 et celle aux primaires du PD en décembre 2013. Mais il lui

manquait l'onction d'un vrai scrutin national. C'est aujourd'hui chose faite, alors que l'Italie prendra, le 1^{er} juillet, la présidence tournante de l'Union européenne pour six mois.

A peine nommé, il a multiplié les annonces de réformes dans le but avoué « d'assécher » le vivier électoral du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo. En multipliant les

Ce scrutin signe la disparition de la droite berlusconienne et postberlusconienne

meetings et les apparitions télévisées, il a convaincu qu'il avait envie, plus que les autres, de « faire le job ». Paradoxe : il est l'un des rares chefs de gouvernement à avoir ouvertement fait campagne pour l'Europe et à être sorti vainqueur de ce scrutin.

En théorie, M. Renzi devrait avoir un boulevard devant lui pour mener à bien les réformes encore en chantier. Plusieurs d'entre elles (la modification du mode

de scrutin, la fin du bicamérisme) ont été mises entre parenthèses le temps de la campagne. Mais les faiblesses de ses alliés, Forza Italia et le Nouveau Centre droit d'Angelino Alfano, peuvent faire craindre que ceux-ci ne révisent leur stratégie d'alliance. L'effet Renzi ne profite qu'à Matteo Renzi lui-même.

Mais que pèsent-ils ? Le scrutin du 25 mai, même s'il doit être tempéré d'une forte abstention, signe la disparition de la droite berlusconienne et postberlusconienne. Il faut remonter au temps de la Démocratie chrétienne dans les années 1970-1980 pour trouver une victoire comparable à celle de M. Renzi aujourd'hui.

Cet avantage numérique, sur ses alliés comme sur ses adversaires, lui offre un atout majeur. En cas de mauvaise volonté d'un de ses partenaires, il pourrait les menacer de retourner aux urnes avec l'assurance, du moins en tenant compte du scrutin européen, d'en sortir vainqueur.

Pour le Mouvement 5 étoiles, « presque vainqueur » des élections de février 2013, la défaite est amère (21 %). M. Grillo, pendant toute la campagne, a répété que sa formation était largement en tête.

En semblant lui donner raison, les sondages ont accrédité l'idée que sa stratégie d'opposition à outrance était payante.

Cette formation, qui s'appretait à demander la démission du président de la République, Giorgio Napolitano, et des élections anticipées, va devoir revoir sa stratégie. Son refus de tout « compromis » avec les partis au pouvoir l'a déjà poussée à exclure une vingtaine de parlementaires qui y étaient favorables. Ce résultat devrait encourager les rapprochements de certains d'entre eux avec le Parti démocrate.

Enfin, ce 25 mai marque peut-être la fin – souvent annoncée, jamais vérifiée – du berlusconisme. Condamné à quatre ans de prison (réduit à une année en raison de diverses amnisties) pour fraude fiscale, privé de ses droits civiques, humilié par sa participation quatre heures par semaines à des travaux d'intérêt général dans un hospice de la banlieue de Milan, l'ex-Cavaliere a fait campagne, comme Beppe Grillo, contre l'Allemagne et contre l'euro. Les Italiens semblent avoir jugé qu'il n'avait plus l'énergie ni l'âge du rôle. ■

PHILIPPE RIDET

Nouveau triomphe pour le parti de M. Orbán en Hongrie

L'éclatement de la gauche profite à l'extrême droite du Jobbik, deuxième derrière le Fidesz-KDNP

Vienne
Correspondante

Les élections européennes ont nettement consolidé, en Hongrie, la droite conservatrice et l'extrême droite radicale, tout en rebattant les cartes au sein de la gauche. Dans la foulée des législatives du 6 avril, la coalition Fidesz-

KDNP au pouvoir a remporté 51,49 % des voix et 12 sièges sur 21 : c'est un nouveau triomphe pour le premier ministre, Viktor Orbán, qui s'est distingué, depuis 2010, par ses attaques contre la « dictature » bruxelloise.

Pendant la campagne, il n'a pas hésité à attaquer l'Union européenne (UE). Après une décision

de la Cour européenne des droits de l'homme – qui ne dépend pas de l'UE, mais du Conseil de l'Europe – demandant à la Hongrie de réexaminer son régime de peines à perpétuité, Viktor Orbán a répliqué, pendant un meeting, le 20 mai : « C'est l'ultime preuve qu'à Bruxelles et à Strasbourg, dans l'Union européenne, les droits des criminels passent avant ceux des victimes et des innocents. »

Faible participation

La véritable surprise vient des bons résultats obtenus par deux listes de la gauche libérale pro-européenne, la Coalition démocratique (DK) de l'ancien premier ministre Ferenc Gyurcsány, qui a atteint 9,76 % des suffrages, soit 2 sièges, et celle de son successeur lorsqu'il avait dû démissionner sous la pression de l'opposition, Gordon Bajnai, dont la formation Együtt (Ensemble) a remporté 7,22 % des voix et un siège.

Cette double performance a surtout affaibli le Parti socialiste (MSZP), héritier direct de l'ancien Parti communiste, qui subit un revers cinglant : il est relégué à la troisième place, avec seulement 10,92 % des voix et deux sièges. La faible participation (28,92 %) semble avoir nui à la gauche.

Le parti écologiste LMP (Faire de la politique autrement), qui veut se tenir à égale distance des conservateurs et de la gauche, réussit son entrée au Parlement européen, avec 5 % des suffrages et un député. Au total, la gauche et les écologistes capitalisent plus de 750 000 voix, alors que le parti d'extrême droite, Jobbik, en obtient près de 340 000.

L'éparpillement du vote de gauche a pour conséquence de donner au Jobbik la deuxième place – une victoire symbolique, car il a peu progressé en voix (14,68 %) par rapport à 2009 et garde le même nombre de députés (trois).

Mais la bonne tenue du Jobbik, malgré les accusations d'espionnage au profit de Moscou lancées contre un de ses candidats, ne peut que conforter le cours euro-sceptique de M. Orbán, décidé à faire entendre sa voix dans le groupe des conservateurs du Parti populaire européen (PPE).

Le Fidesz n'a pas failli à sa réputation de membre turbulent du PPE en prenant position contre le chef de file de son parti, Jean-Claude Juncker : « Nous ne pensons pas qu'il doive diriger la Commission », a déclaré le parti de M. Orbán à la veille du scrutin du 25 mai. ■

JOËLLE STOLZ

ADR Prod

REMERCIÉ

FESTIVAL DE CANNES /// INSTITUT FRANÇAIS DU CINÉMA /// SBS PRODUCTIONS
RFI /// CHINA MOVIE CHANNEL /// CHAMPS LIS INTERNATIONAL /// UGC

Festival de Cannes 2014